

26/01/2015



CONTRE LA TRAITE - Les autorités du Burkina Faso affirment que le trafic des êtres humains est une réalité dans ce pays. Selon la police locale burkinabè, le cerveau d'un réseau de présumés trafiquants de jeunes filles vers l'Europe et l'Asie a été arrêté récemment. Il s'agirait d'une femme d'une trentaine d'années, de nationalité burkinabè qui faisait partir des jeunes filles vers le Liban et ce, moyennant une somme qu'elle exigeait de ces dernières. Elle exercerait ce métier depuis février 2014, sous la couverture d'une société qu'elle aurait illégalement mise en place.

C'est suite à la plainte d'un proche d'une de ses victimes résidant au Liban que la brigade ville de gendarmerie de Kosyam a pu mettre la main sur la présumée trafiquante qui avait non seulement pu envoyer déjà 39 filles à l'extérieur du Burkina Faso mais, détenait aussi une dizaine de passeports et de visas légalement établis. La victime qui se trouve au Liban par son canal, aurait expliqué à la police qu'elle vivait dans des conditions précaires et qu'on lui réclame la somme de neuf mille dollars afin qu'elle puisse recouvrer sa liberté.

Une enquête est en cours au Burkina Faso, en collaboration avec Interpol pour pouvoir identifier les autres membres du réseau. La dame qui récompensait à hauteur de 50 000 F CFA tous ceux qui la mettaient en contact avec une fille, ne faisait pas partir les femmes seulement au Liban; elle les envoyait aussi vers le Qatar et d'autres pays de l'Asie .

Après son arrestation, une des victimes, âgée de 21 ans, a raconté l'avoir connue par l'intermédiaire d'une amie et qu'elle lui avait promis du travail au Liban, contrat à l'appui. Arrivées sur place, les filles se sont rendu compte que c'était le contraire, c'était de l'esclavage. Quand on se lève le matin à 5h, c'est à minuit qu'on dort pour se réveiller le lendemain à la

même heure. Quand on l'a appelée, elle nous a fait savoir que c'est comme ça, parce que nous sommes venues pour travailler. Lorsqu'on a décidé de rentrer, elle nous a dit que ce n'était pas possible, à moins qu'on ne contacte nos parents pour qu'ils nous payent des billets d'avion.

«Ce sont des travaux de ménage qu'on fait là-bas. Mais ces travaux ne sont pas faciles à supporter, car on n'avait pas droit à un repos. On travaillait sans cesse et on ne franchissait même pas le seuil de la porte de la cour où on habitait. J'ai eu la chance de revenir au pays grâce au fils de mon patron qui a payé mon billet d'avion, parce qu'il trouvait que je souffrais beaucoup », a notamment raconté la victime.

Des détails avec Marie José Muando Buabualo :

Source: Radio Vatican, 17/01/2015